

DEPARTEMENT DES  
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE VALBONNE

N° 9313

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

27

de votants

33

OBJET

Assainissement Collectif  
Contrôle obligatoire de conformité des  
installations  
SPL HYDROPOLIS  
Avenant n° 5 au contrat de concession

VOTES

|            |    |  |
|------------|----|--|
| Pour       | 33 |  |
| Contre     |    |  |
| Abstention |    |  |

L'an deux mil dix-neuf, le douze décembre, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur ETORÉ Christophe, Maire

**Étaient présents** : ETORÉ Christophe, BONNEAU Martine, VIGNOLO Betty, SAVORNIN Richard, DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, LASSOUED Bouchra, SIMON Eric, ROUGELIN Alexandra, MEULIEN Jean-Paul, DAUNIS Marc, PEACOCK Valérie, BORIES Camille, DEBORDE Elisabeth, BOSSARD Frédéric, SANTOS Xavier, DALMAS Fabien, DENISE Charlène, FOISSAC Elodie, PATTIN Sébastien, JANNAUD Sonia, CHARLOT VALDIEU Catherine, KAÇA Afrim, FERNANDEZ Patrick, DAL MORO Christian, MEBAREK Yamina, BEGLIA Florence.

**Procurations** : BARADEL André-Daniel à SANTOS Xavier, VIVARELLI Philippe à SAVORNIN Richard, SELOSSE Sandrine à DALMAS Fabien, BENTRAD Samira à DAUNIS Marc, VALENTI Anaïs à MEULIEN Jean-Paul, HOSKIN Marie-Pierre à DEBORDE Elisabeth.

Madame FOISSAC Elodie a été désignée secrétaire de séance.

La compétence « assainissement des eaux usées » comporte notamment le contrôle des raccordements au réseau public de collecte des eaux usées.

La Commune en contrôle la qualité d'exécution et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement.

Le Code de la santé publique :

- impose le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau (article L.1331-1),
- dispose que « les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L.1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires » (article L.1331-4).

Si, pour l'Assainissement non-collectif (ANC), les contrôles de conformité des installations ont été rendus obligatoires à la vente d'un bien depuis le 1er janvier 2011 par la Loi Grenelle 2, il n'en est pas de même pour l'Assainissement Collectif.

La Commune a toujours vivement recommandé ces contrôles auprès des notaires lors de la vente d'un bien afin de protéger les futurs acquéreurs, comme c'est le cas pour tous les autres diagnostics à la vente (amiante, plomb, thermique, etc.).

L'acheteur peut acquérir un bien qu'il soit aux normes ou non. Mais, il évite ainsi la désagréable surprise, en cas de contrôle, d'être obligé de faire des travaux pour se mettre en conformité.

S'agissant de l'assainissement collectif, la Commune peut rendre obligatoire le contrôle de conformité lors des mutations, pour s'assurer de la conformité des raccordements au réseau collectif.

Dans ce cadre, les contrôles de bon raccordement des biens immobiliers se font à l'exclusion des ventes d'appartements. Dans le cas d'immeuble collectif, la vente d'un appartement ne peut déclencher à elle seule le contrôle de raccordement de l'immeuble (une prestation de raccordement est réalisée). Toutefois, ce diagnostic peut toujours être effectué à la demande des copropriétaires ou de leurs représentants. Il convient de noter que certaines installations non conformes vis à vis de la réglementation entraînent des dysfonctionnements du réseau public (rejets d'eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées, rejets d'eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales et surcharge hydraulique de la station d'épuration).

.../...

Aussi, la mise en œuvre du contrôle de raccordement des eaux usées au réseau public, à l'occasion de la mutation de bien immobilier raccordable au réseau d'eaux usées collectif, permettra :

- d'améliorer la collecte et le transfert des effluents vers la Station d'Épuration des Bouillides, donc de fait d'améliorer son fonctionnement ;
- de réduire les entrées d'eaux parasites dans les réseaux d'eaux usées ;
- de supprimer les rejets directs d'eaux usées au milieu naturel ou par le biais du réseau d'eau pluviale ;
- de réduire les coûts de fonctionnement du service.

Ce contrôle est confié au gestionnaire du service d'assainissement, à savoir la SPL HYDROPOLIS, par avenant n° 5 au contrat de concession ci annexé, qui indique le tarif de la prestation. Ce tarif s'élève à 300 Euros HT.

En cas de non-conformité, il préconisera les travaux nécessaires à la mise en conformité du branchement. Ces travaux seront à la charge du propriétaire. Un délai sera prescrit pour leur réalisation et un suivi effectué.

CONSIDERANT que la lutte contre la pollution des milieux naturels passe par la lutte contre le déversement des eaux usées dans les caniveaux, fosses et réseaux d'eaux pluviales et qu'il est important de veiller au bon fonctionnement du réseau public d'assainissement notamment par le biais des contrôles de conformité ;

CONSIDERANT que la lutte contre les eaux parasites au sein des réseaux d'assainissement collectif est une priorité pour protéger le fonctionnement de la Station d'Épuration des Bouillides ;

CONSIDERANT que les usagers ont l'obligation de veiller aux raccordements et à la séparation de leurs branchements d'eaux pluviales et d'eaux usées ;

CONSIDERANT la nécessité d'harmoniser les pratiques entre assainissement non collectif et assainissement collectif vis-à-vis de l'obligation de fourniture d'un rapport de contrôle de conformité de l'installation ;

CONSIDERANT qu'un rapport de contrôle de conformité de l'assainissement collectif permet de porter à la connaissance du vendeur la situation du bien vis-à-vis de l'assainissement collectif et les travaux de mise en conformité à réaliser ;

CONSIDERANT que ce contrôle et ce rapport de conformité sont réalisés, aux frais du vendeur selon les prescriptions réglementaires en vigueur ;

CONSIDERANT l'obligation de disposer d'un rapport de contrôle de conformité datant de moins de 3 ans en cas de cession d'un bien immobilier.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **DECIDE** de rendre obligatoire le contrôle des installations de collecte intérieure des eaux usées ainsi que leur raccordement au réseau public à l'occasion de toute mutation d'un bien immobilier sauf les appartements ou biens en immeuble collectif raccordés directement ou susceptibles de l'être au réseau d'assainissement ;
- **CONFIE** ce contrôle au gestionnaire du service d'assainissement, à savoir la SPL HYDROPOLIS ;
- **APPROUVE** l'avenant n° 5 au contrat de concession du service public de l'assainissement ci-joint ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit avenant et tout autre document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.**

Le Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 17 décembre 2019 et que la convocation du Conseil a été faite le 6 décembre 2019. La présente délibération a été affichée le 19 décembre 2019 et sera notifiée.

Valbonne Sophia Antipolis, le 19 décembre 2019

Le Maire,